

# La compétitivité et les emplois à la production dans les secteurs bovins en France

V. Chatellier<sup>1</sup>, C. Perrot<sup>2</sup>, E. Béguin<sup>3</sup>, M. Moraine<sup>4</sup>, P. Veysset<sup>5</sup>

(1) INRAE, UMR SMART-LERECO, 44300 Nantes

(2) IDELE, Département Economie, 75012 Paris

(3) IDELE, Service approches sociales et travail en élevage, 80096 Amiens

(4) INRAE, UMR Innovation, 34060 Montpellier

(5) INRAE, UMR Herbivores, 63122 Saint-Genès-Champanelle



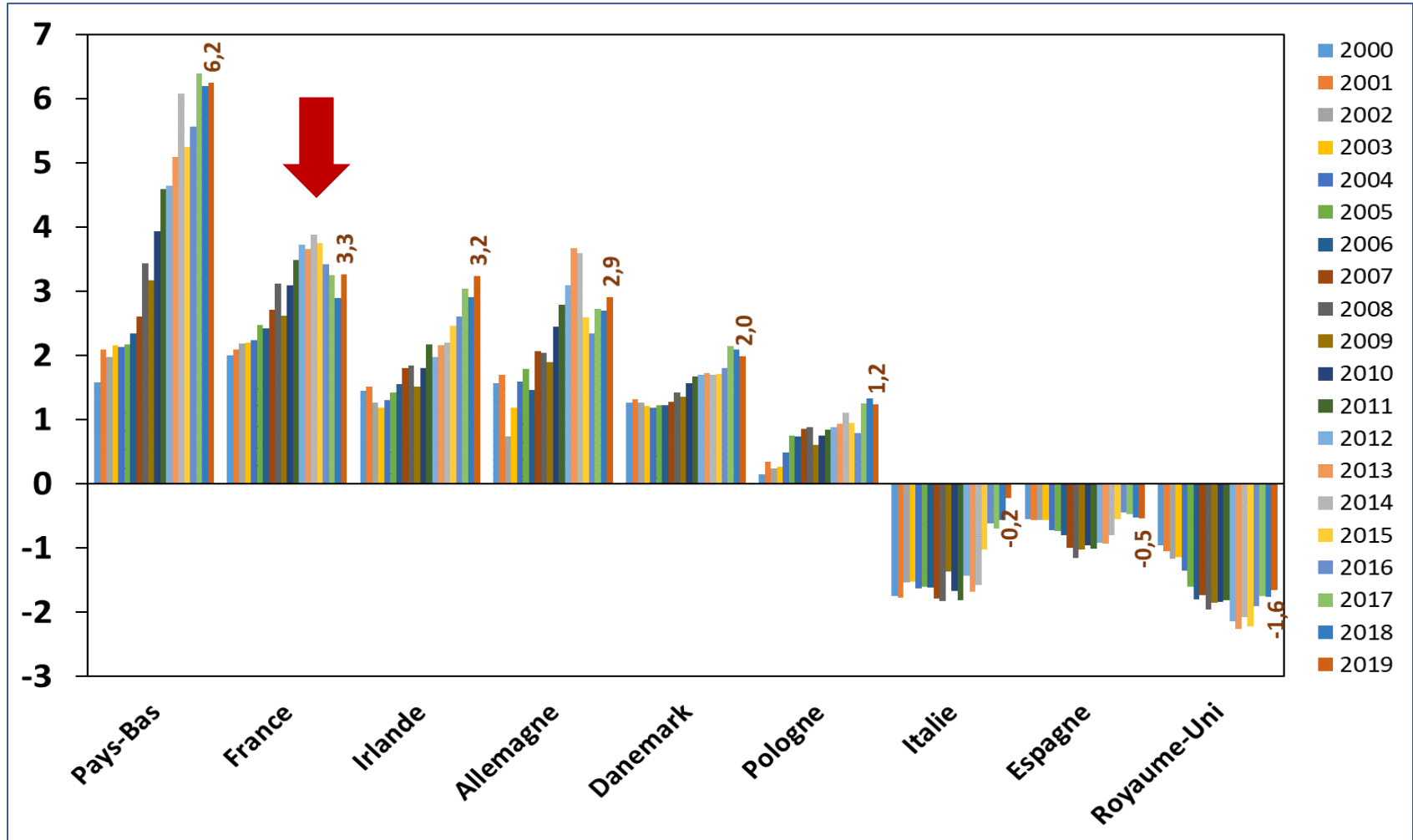
# Introduction

- **L'élevage de bovins suscitent de nombreux débats, parfois controversés**
  - Consommateurs & citoyens
  - Pouvoirs publics
  - Acteurs des filières (agriculteurs, transformateurs, distributeurs).
- **De nombreuses réflexions insistent sur la fragilité du secteur bovin français**
  - Dégradation du positionnement commercial face à la concurrence
  - Incapacité à exporter les produits qualitatifs issus du marché intérieur
  - Baisse des performances économiques dans les élevages / Gains de productivité
  - Forte dépendance à l'égard des aides directes et donc à l'avenir de la PAC
  - Perte drastique d'emplois au niveau de la production, etc.
- **Ces craintes exprimées sont-elles réellement fondées ?**



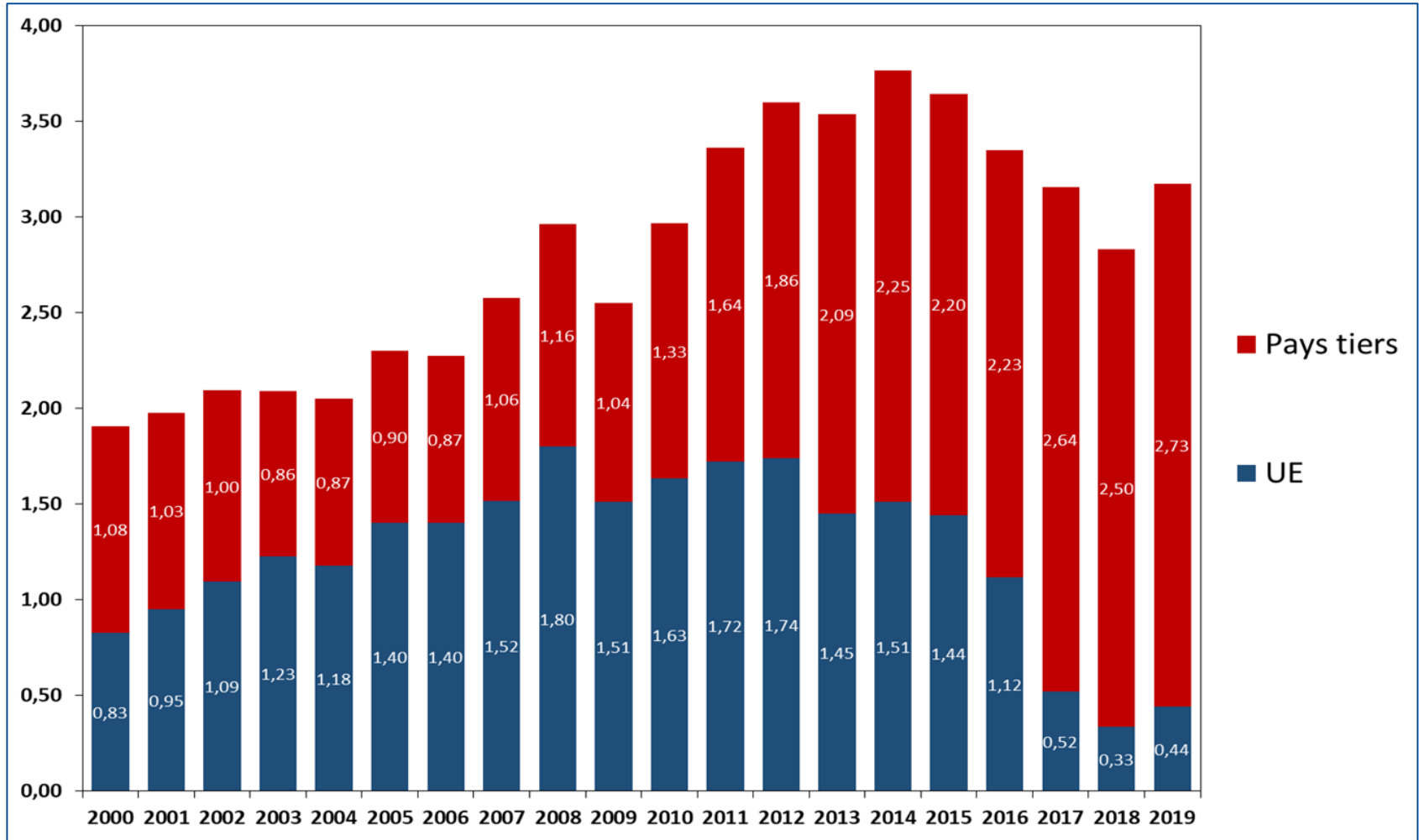
# 1- Les échanges et la compétitivité aux frontières

# Le solde commercial de plusieurs pays de l'UE en produits laitiers (Milliards d'euros courants entre 2000 et 2019)



INRAE - SMART-LERECO d'après COMEXT

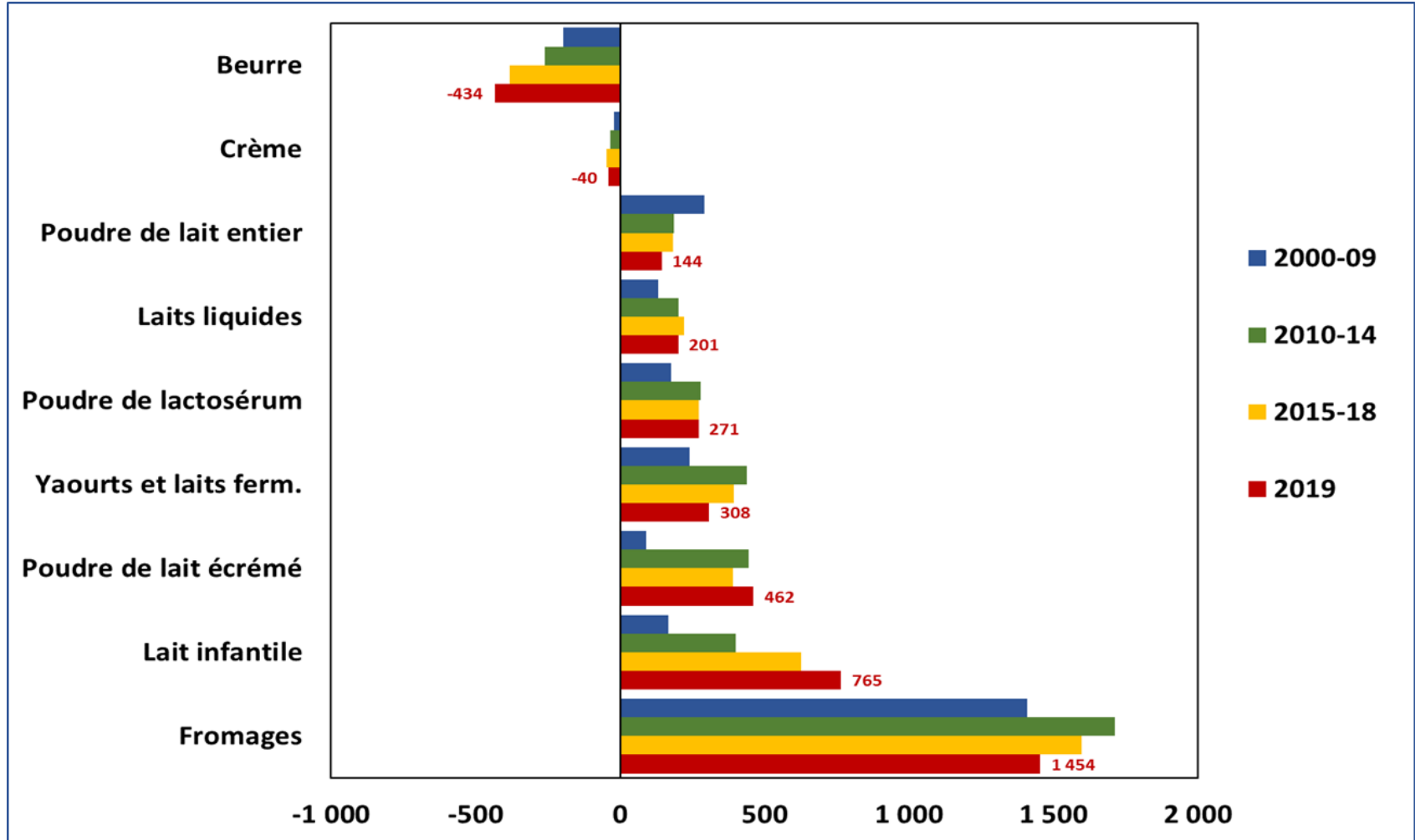
# Le solde commercial de la France en produits laitiers (Milliards d'euros courants entre 2000 et 2019 - Selon les partenaires)



INRAE - SMART-LERECO d'après Douanes françaises

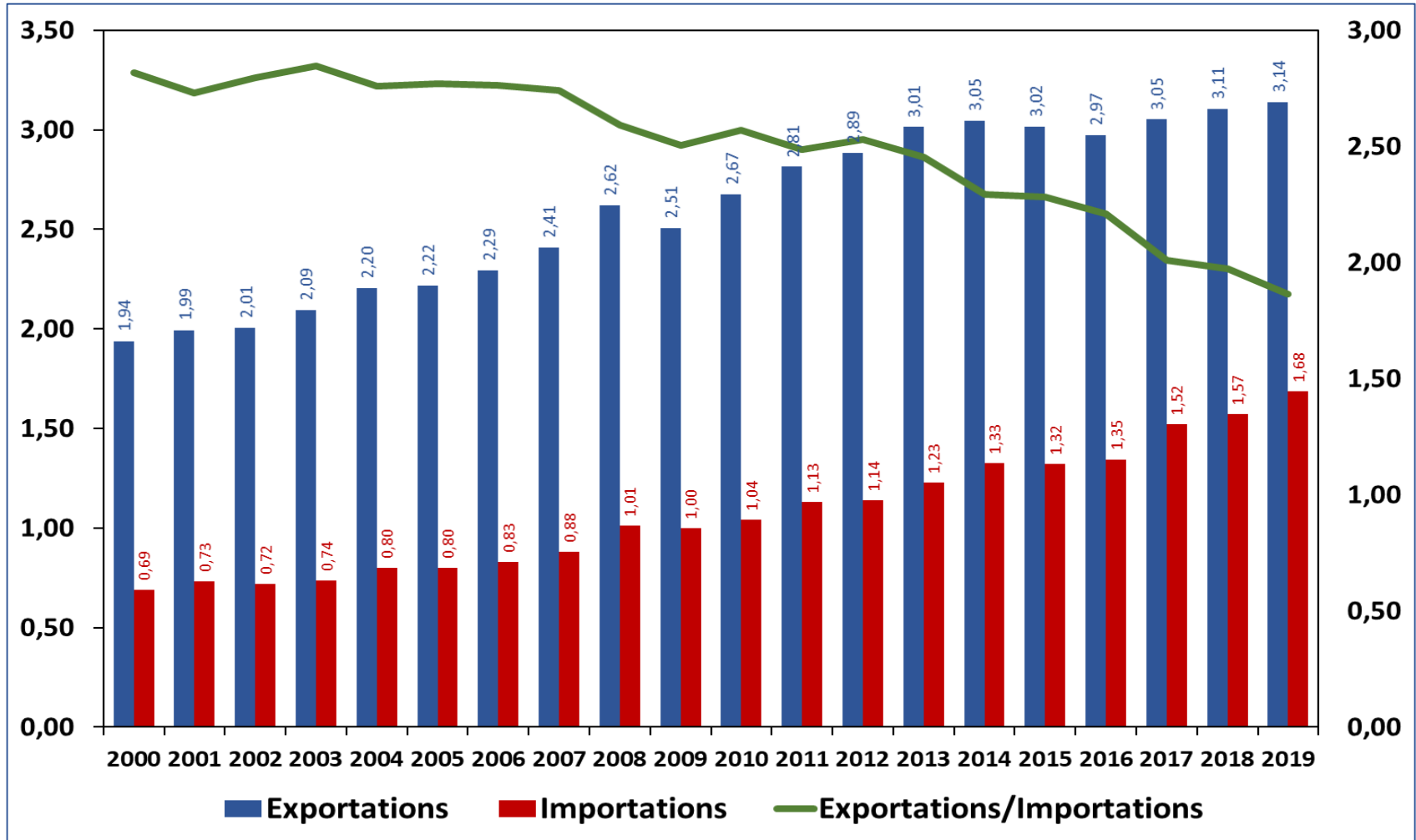
# Le solde commercial de la France en produits laitiers

(Millions d'euros courants entre 2000 et 2019 - Selon les catégories de produits)



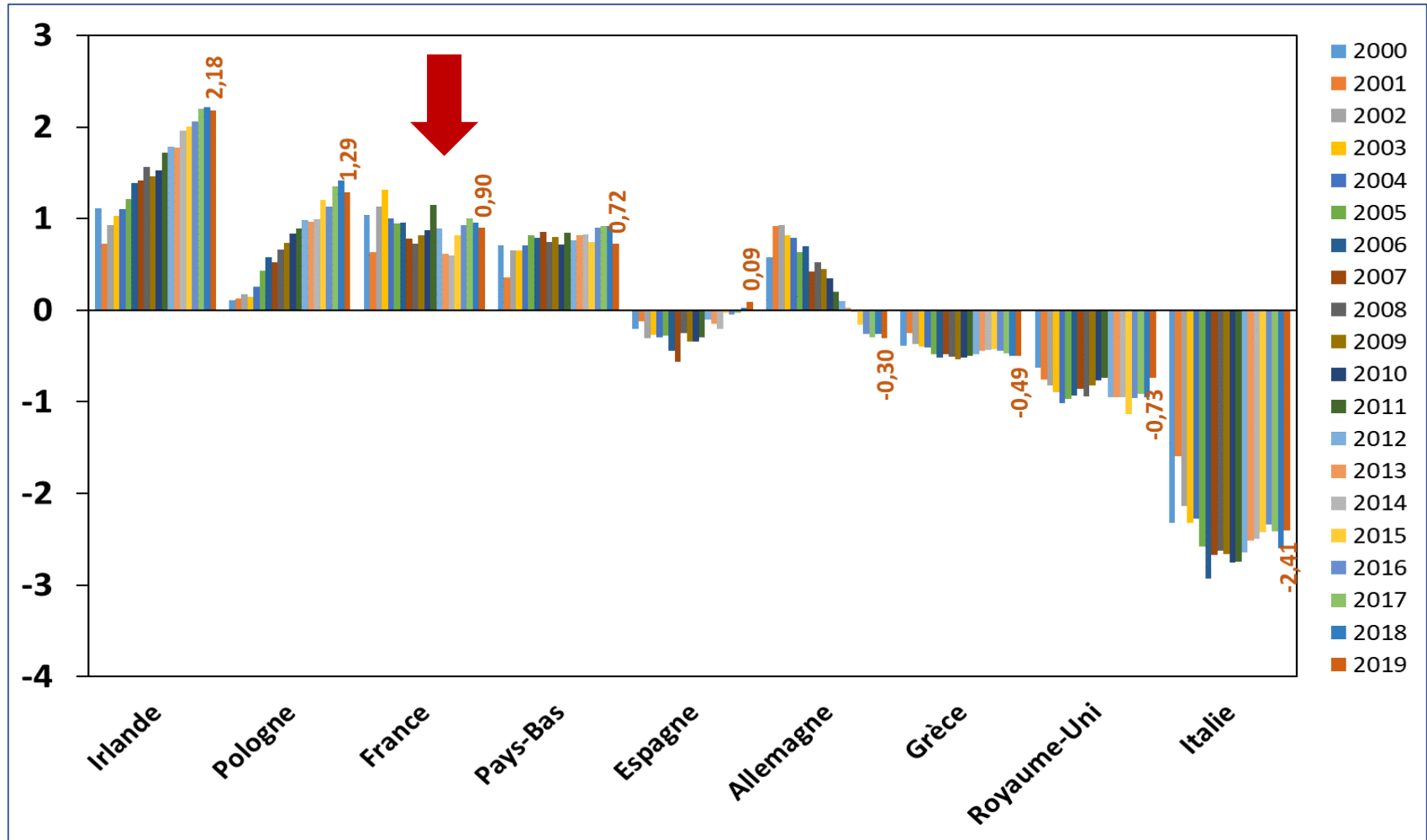
INRAE - SMART-LERECO d'après Douanes françaises

# Les exportations et les importations de la France en fromages (Milliards d'euros courants entre 2000 et 2019)



INRAE - SMART-LERECO d'après Douanes françaises

# Le solde commercial de plusieurs pays de l'UE en bovins\* (Milliards d'euros courants entre 2000 et 2019)

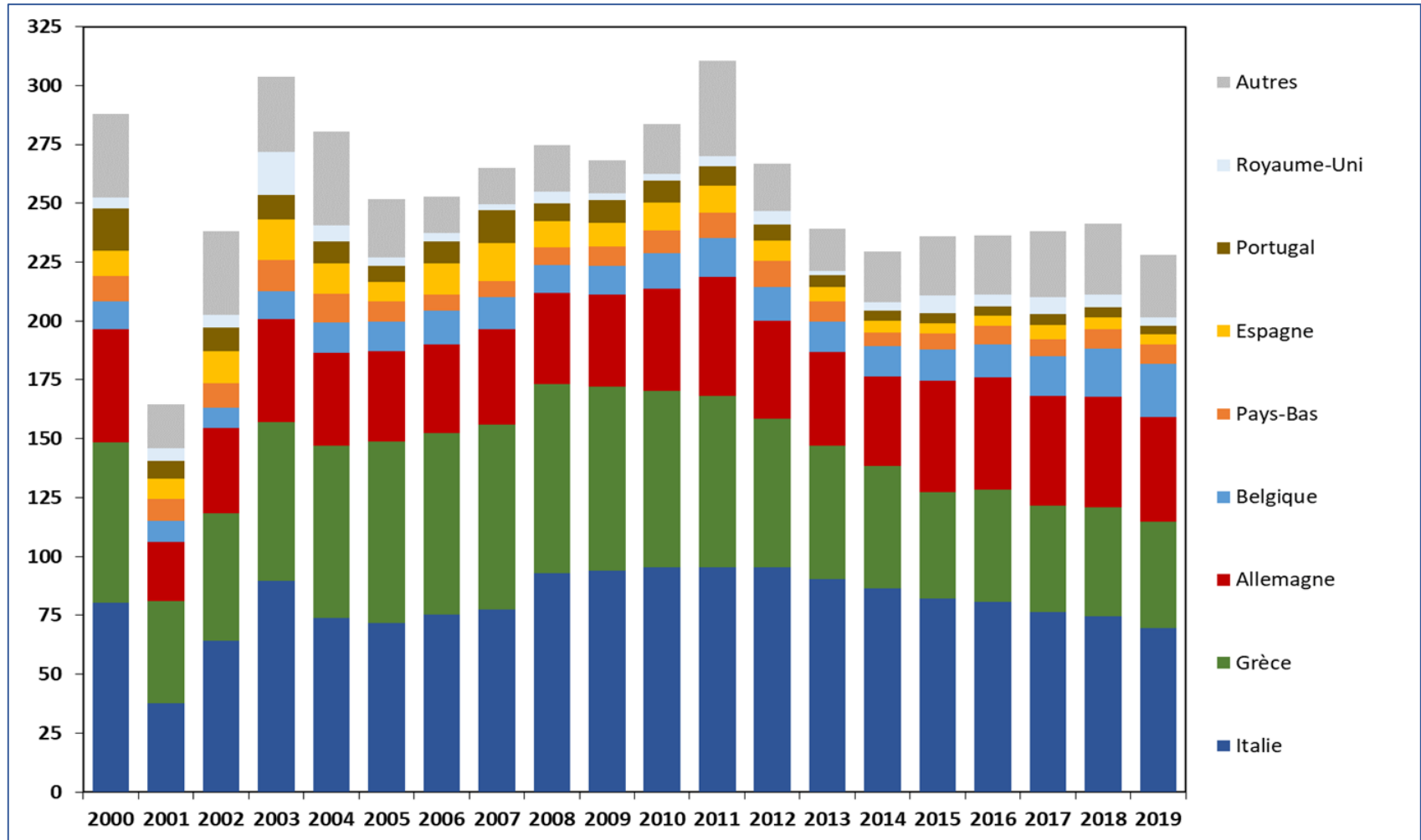


(\* ) Viande bovine et bovins vivants

INRAE - SMART-LERECO d'après COMEXT

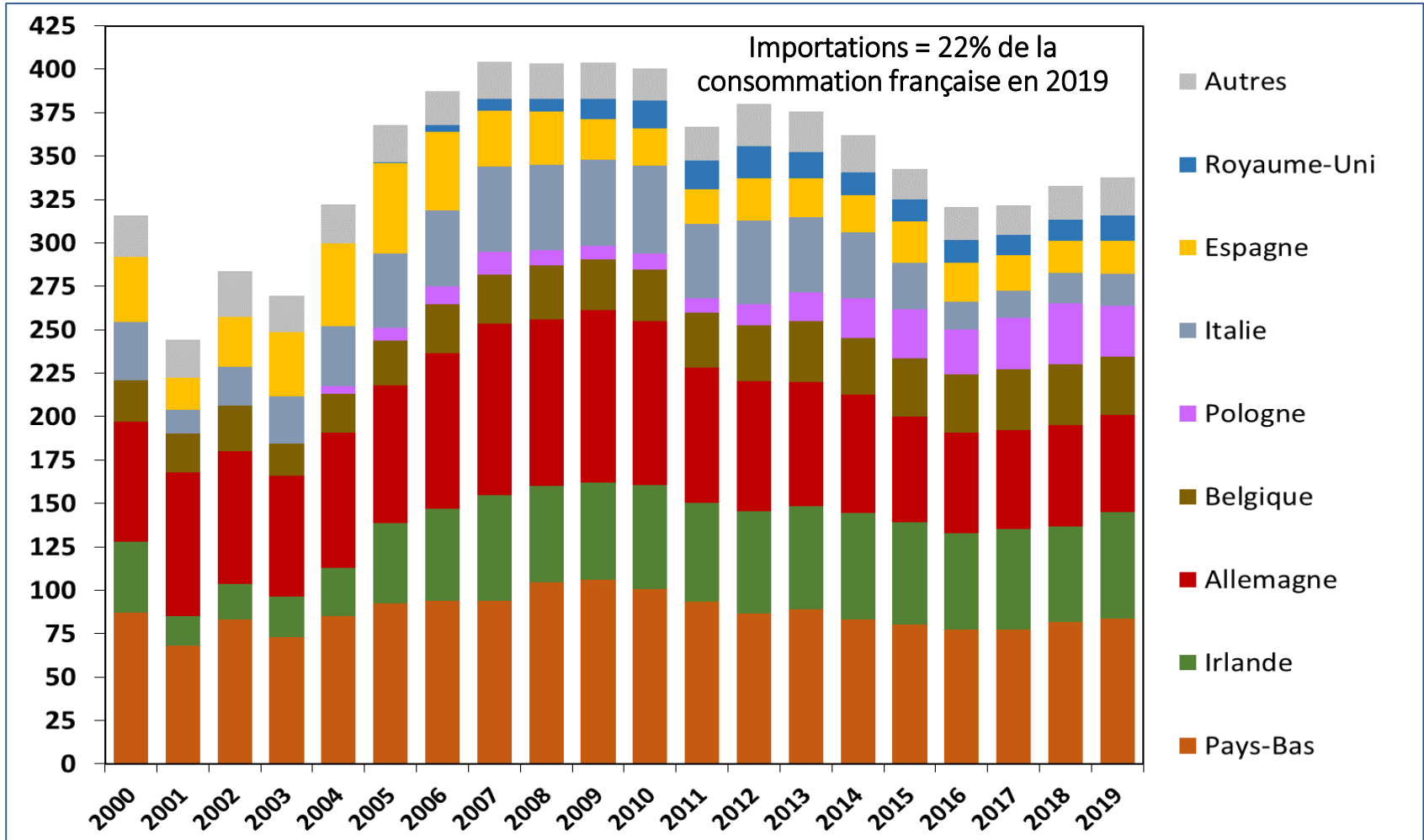


# Les exportations de la France en viande bovine (Milliers de tec - Selon les pays clients)



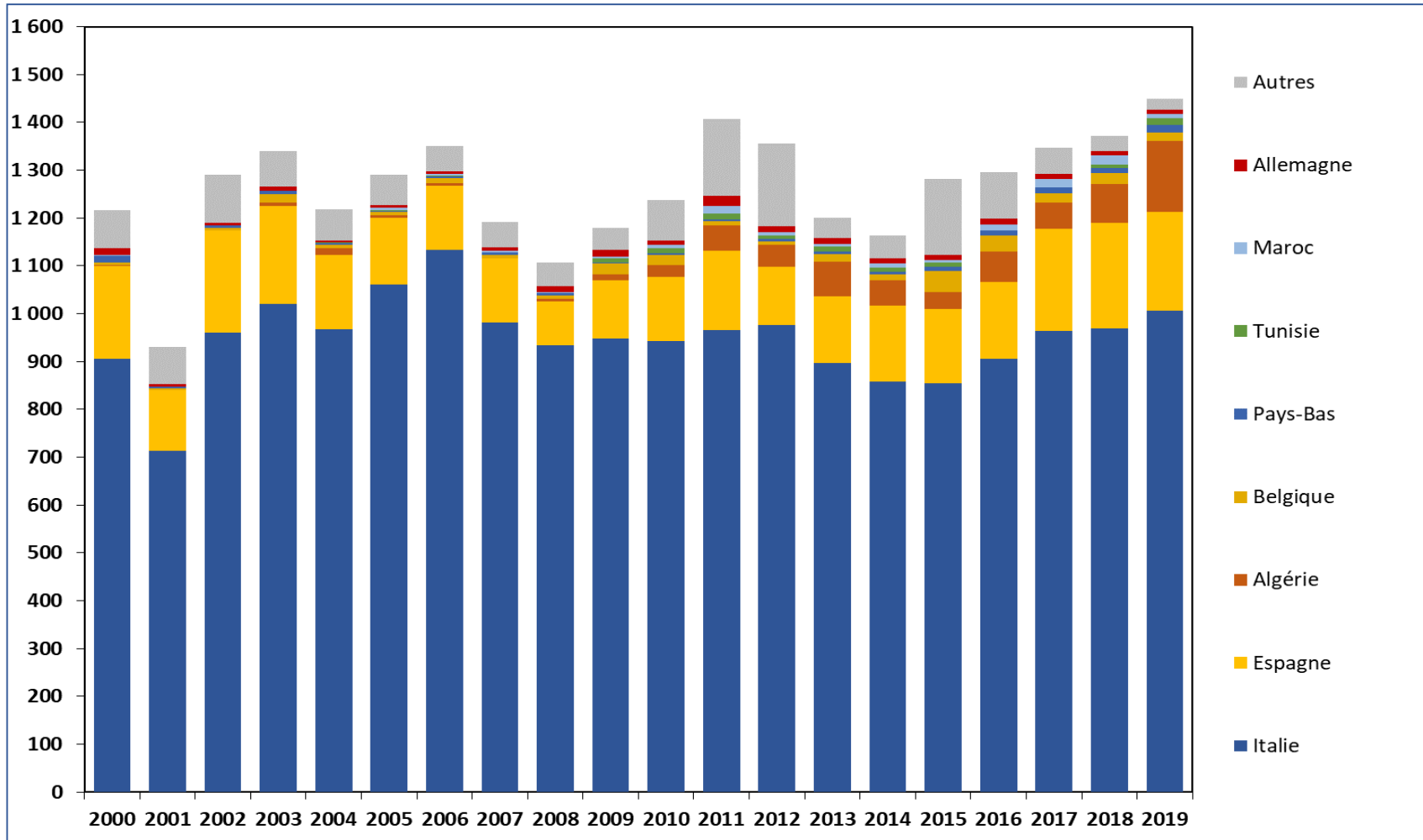
INRAE - SMART-LERECO d'après Douanes françaises

# Les importations de la France en viande bovine (Milliers de tec - Selon les pays fournisseurs)



INRAE - SMART-LERECO d'après Douanes françaises

# Les exportations de la France en bovins vivants (Milliards d'euros courants entre 2000 et 2019 - Selon les pays clients)



INRAE - SMART-LERECO d'après Douanes françaises

## 2- Le marché intérieur, les débouchés et la différenciation de l'offre

## Le marché intérieur en produits laitiers (débouchés et différenciation de l'offre)

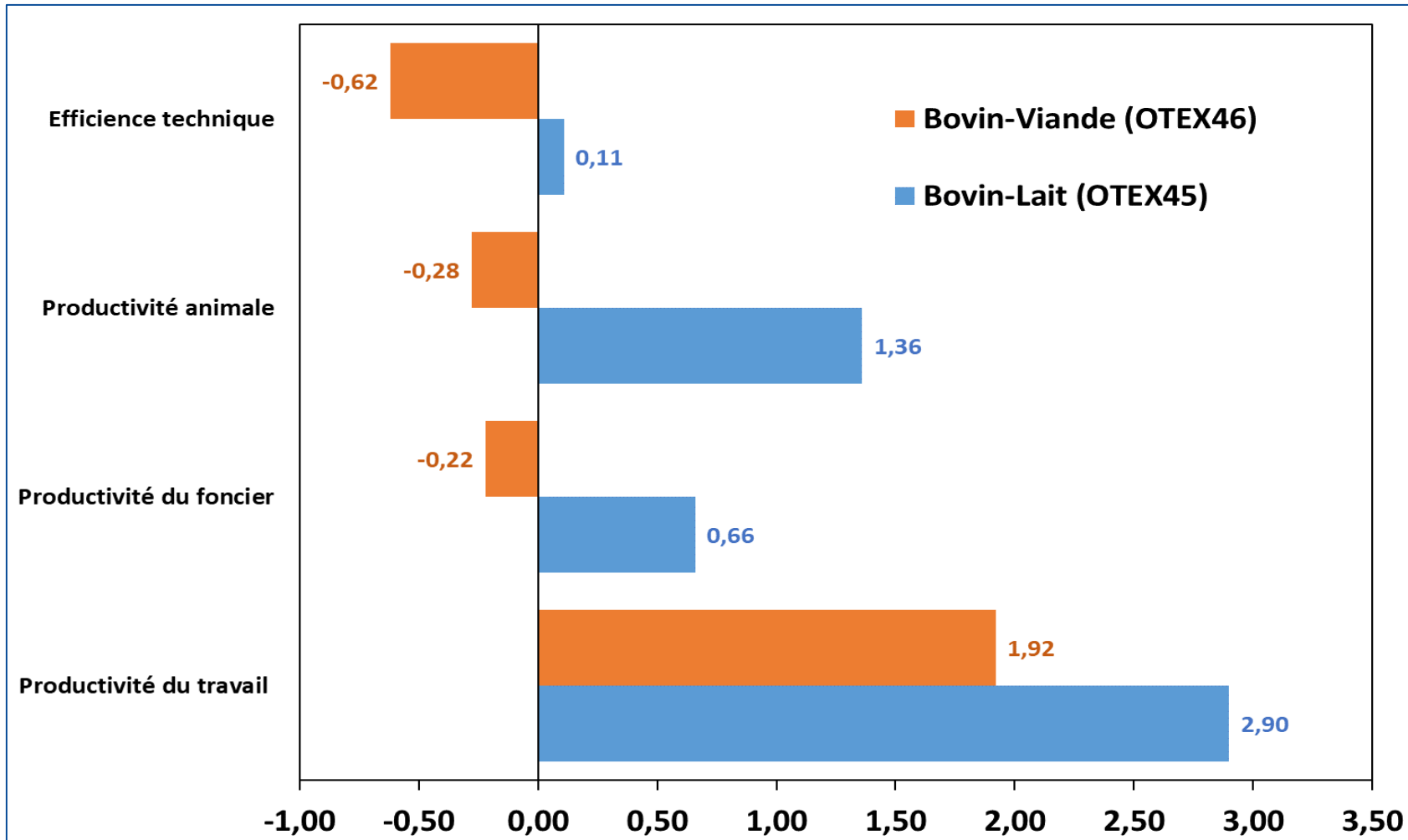
- La consommation intérieure représente un marché important de **20,9 milliards de litres** en équivalent lait (soit environ 310 kg par habitant et par an). Si elle baisse très légèrement (en volume), la diversité des produits stimule ce niveau de consommation.
- Les importations jouent un rôle conséquent (29% de la consommation intérieure) mais variable selon les débouchés. **Les achats directs des ménages** (50% de la consommation nationale) sont **constitués à 91% (volume) de produits laitiers français**.
- Les **industries agroalimentaires (IAA)** représentent 39% de la consommation nationale. Près de 55% des produits sont importés (compétitivité prix).
- Dans le secteur laitier, **la différenciation de l'offre** a lieu essentiellement au stade des industries de la transformation.
- **AOP** (pas d'exports) + développement du **bio** (pas d'export) + de nouvelles formes (lait équitable, lait sans non OGM) + **circuits courts** et **vente directe** (2% <).

## Le marché intérieur en viande bovine (débouchés et différenciation de l'offre)

- En 25 ans, **le recul de la consommation** en viande bovine a été, en France, de 3,8 kgec par habitant (-5% des volumes totaux). Elle s'élève à 23 kgec par habitant en 2019.
- Près de **45% des volumes de viande bovine** sont désormais achetés **sous une forme hachée** et 12% sous la forme de plats préparés industriels.
- La **RHD** utilise une part plus importante **de viande bovine importée** (57% des volumes totaux), devant les plats préparés (19%), la **GMS** (15%) et les boucheries (9%).
- En 2019, **les bovins mâles produits en France** (taurillons et taureaux) sont destinés à **l'exportation à hauteur de 53%** ; ce taux s'inscrit cependant à la baisse (60% en 2010).
- **AB** (5,3% des vaches allaitantes en 2019) ; **Label rouge** (1,8%) ; **circuits-courts** (10% des exploitations sont concernées -RA 2010-, mais pour des volumes encore faibles).

## 3- La compétitivité des exploitations bovines

# Le taux de croissance annuel (% par an entre 1988 et 2018) de plusieurs indicateurs de productivité dans les exploitations bovines en France

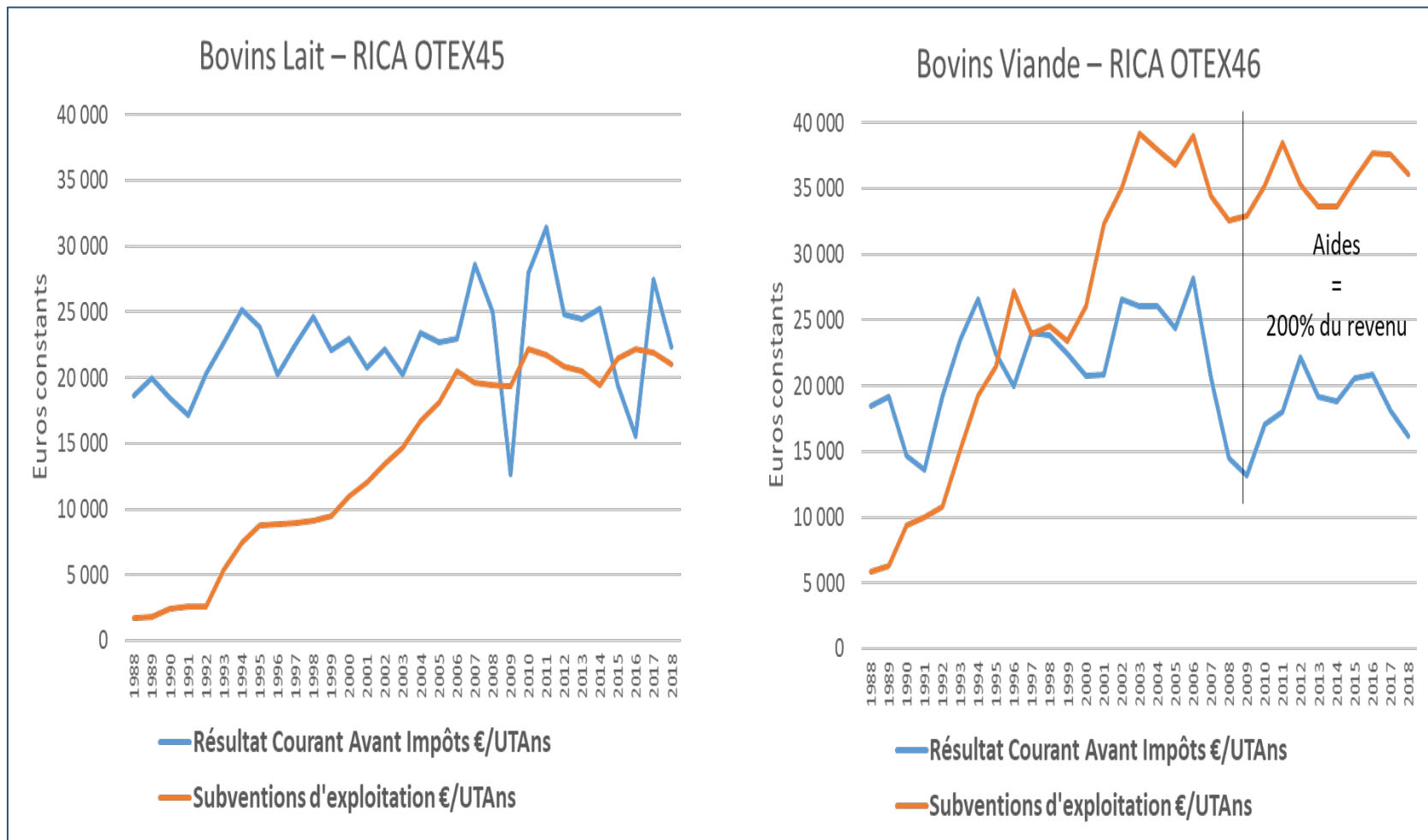


INRAE – UMR Herbivores d'après RICA France



# Les subventions et le revenu\* par UTA non salariée dans les exploitations bovines

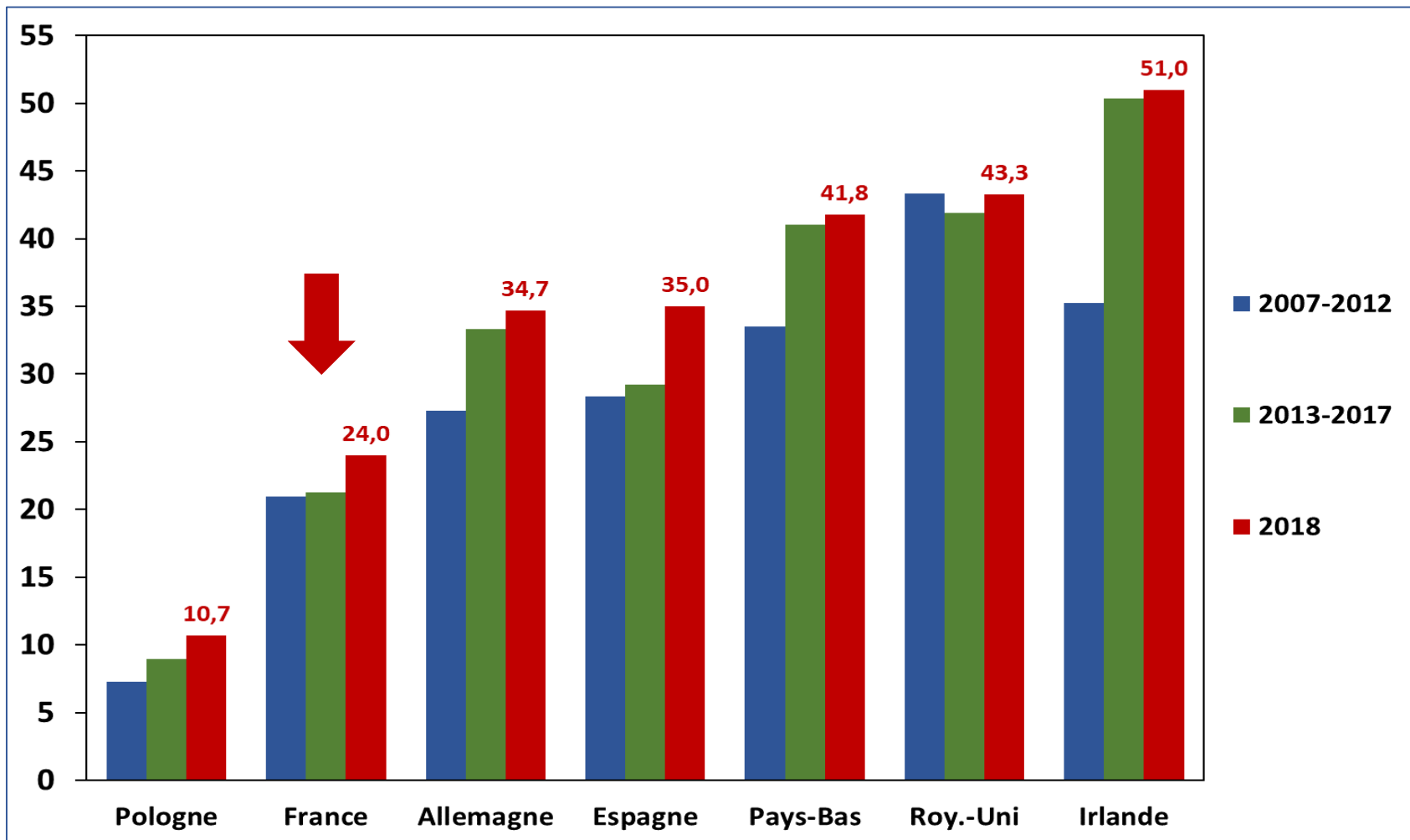
(Euros constants entre 1988 et 2018 – Exploitations laitières et bovins-viande spécialisées)



(\* ) Résultat courant avant impôt

INRAE – UMR Herbivores d'après RICA France

# Le revenu\* par UTA non salariée dans les exploitations laitières spécialisées (Milliers d'euros courants – moyenne 2007-12, 2013-17 et 2018)



(\* ) Résultat courant avant impôt

RICA UE



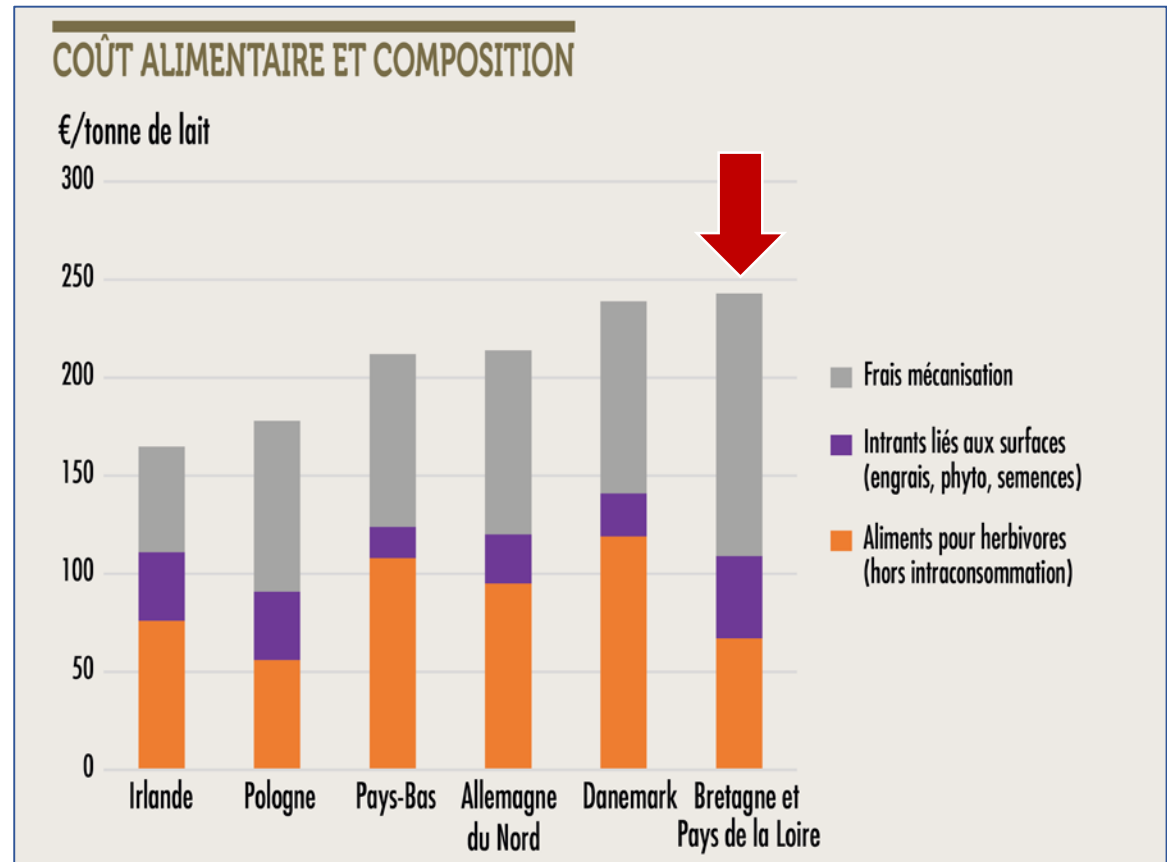
# Une faible rentabilité et une moindre compétitivité prix, liées à une moindre productivité et à un coût alimentaire élevé

Exploitations laitières spécialisées (définition IDELE)  
Moyennes 2013-2016

En France :

Une autonomie alimentaire qui coûte cher...

...et/ou qui n'est pas rémunérée par le marché.



IDELE d'après RICA UE

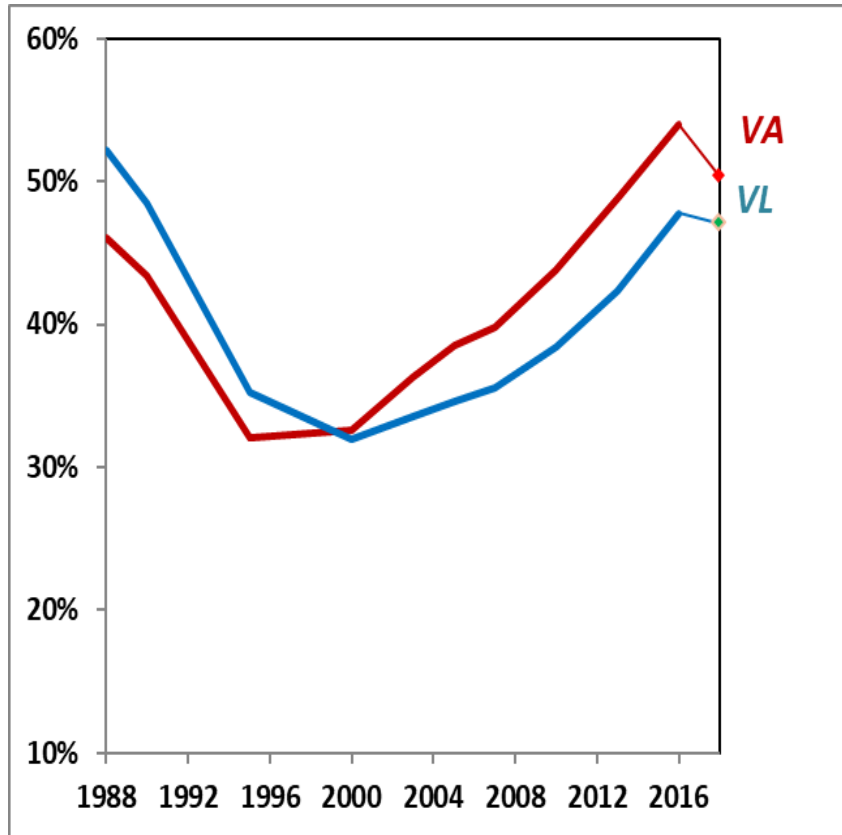
## 4- Les emplois dans le secteur bovin

## Une importance majeure du secteur bovin dans l'emploi non salarié

- L'élevage bovin regroupait **219 000 emplois directs et 202 000 emplois indirects** (*travaux basés sur le RA 2010, INSEE et sources diverses par le GIS « Elevage demain »*).
- Les exploitations **BL**, sont le **premier secteur pourvoyeur d'emplois non salarié** devant celles de grandes cultures ; cette hiérarchie devrait s'inverser prochainement en raison d'une restructuration plus vive en BL (*travaux basés sur les données de la MSA*).
- Le **poids du travail salarié est limité** (17% des UTA totales en BL et 14% en BV), y compris dans les grandes exploitations où les formes associatives dominent.
- Dans le cas des GAEC en BL, près de **huit associés sur dix sont apparentés**.
- Dans la **moitié des exploitations BL**, la main d'œuvre permanente est encore constituée par **un seul individu ou un couple**.

# Le vieillissement semble terminé mais l'âge des producteurs est élevé

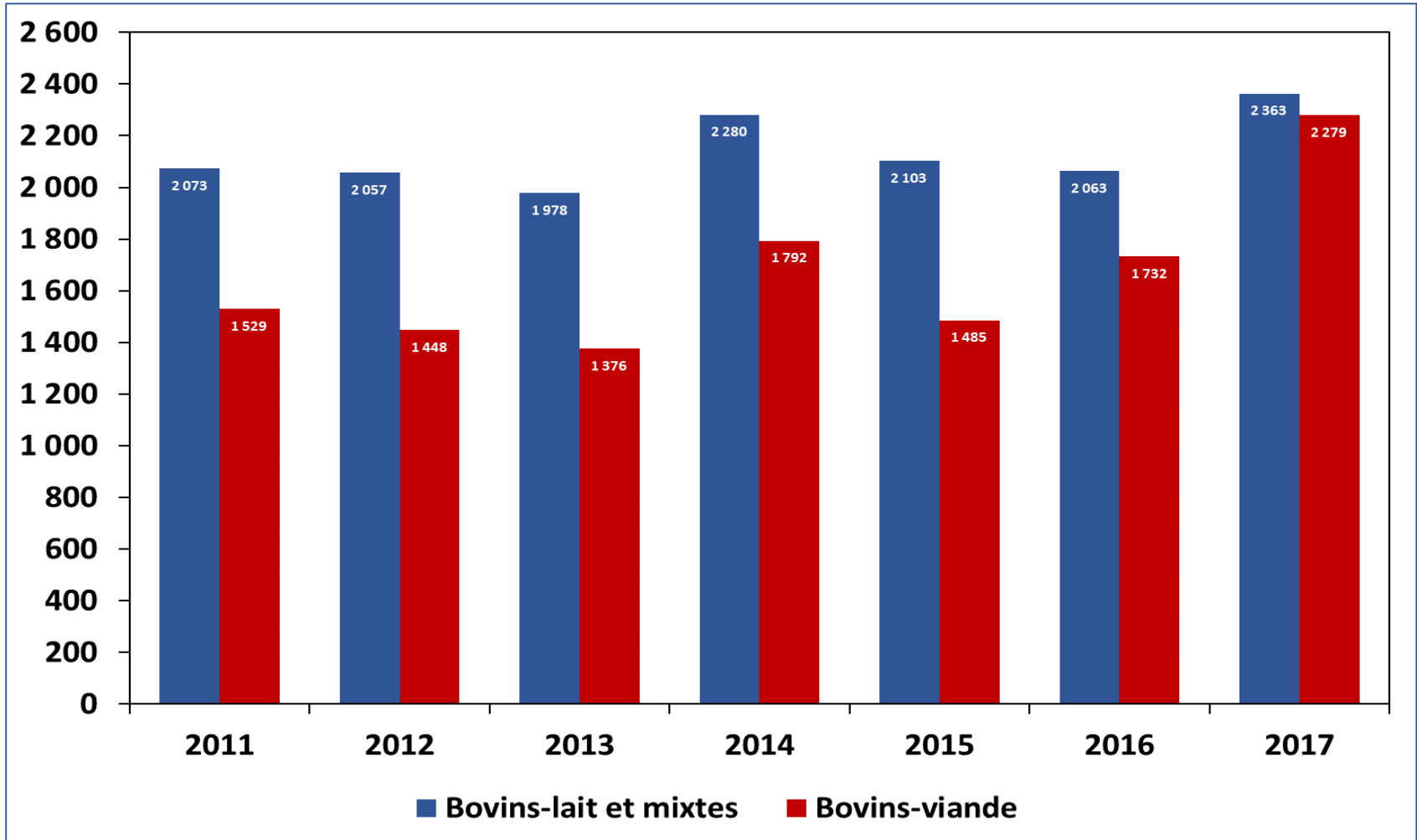
Le % d'éleveurs de plus de 50 ans



Agreste enquêtes structures, y compris 2016 et Recensement agricole 2010, MSA 2018, SPIE-BDNI 2018 / Traitement Institut de l'Élevage

- **En BL.** Un fort effet « pré-retraite » :  
% de plus de 50 ans  
52%(1988) ->32%(2010) -> 48%(2016) puis stable.
- **En BV.** Les **reconversions lait/viande** durant les quotas laitiers ont soutenu l'effectif des chefs d'exploitation, mais elles ont aussi **participé à son vieillissement. 10% des chefs actifs ont plus de 62 ans** (PAC versus retraite agricole).
- Un déséquilibre entre le nombre des départs issus de « classes pleines » et les **entrées dont le nombre est pourtant élevé et stable depuis 10 ans**. Ce déséquilibre devrait durer jusqu'en 2030.

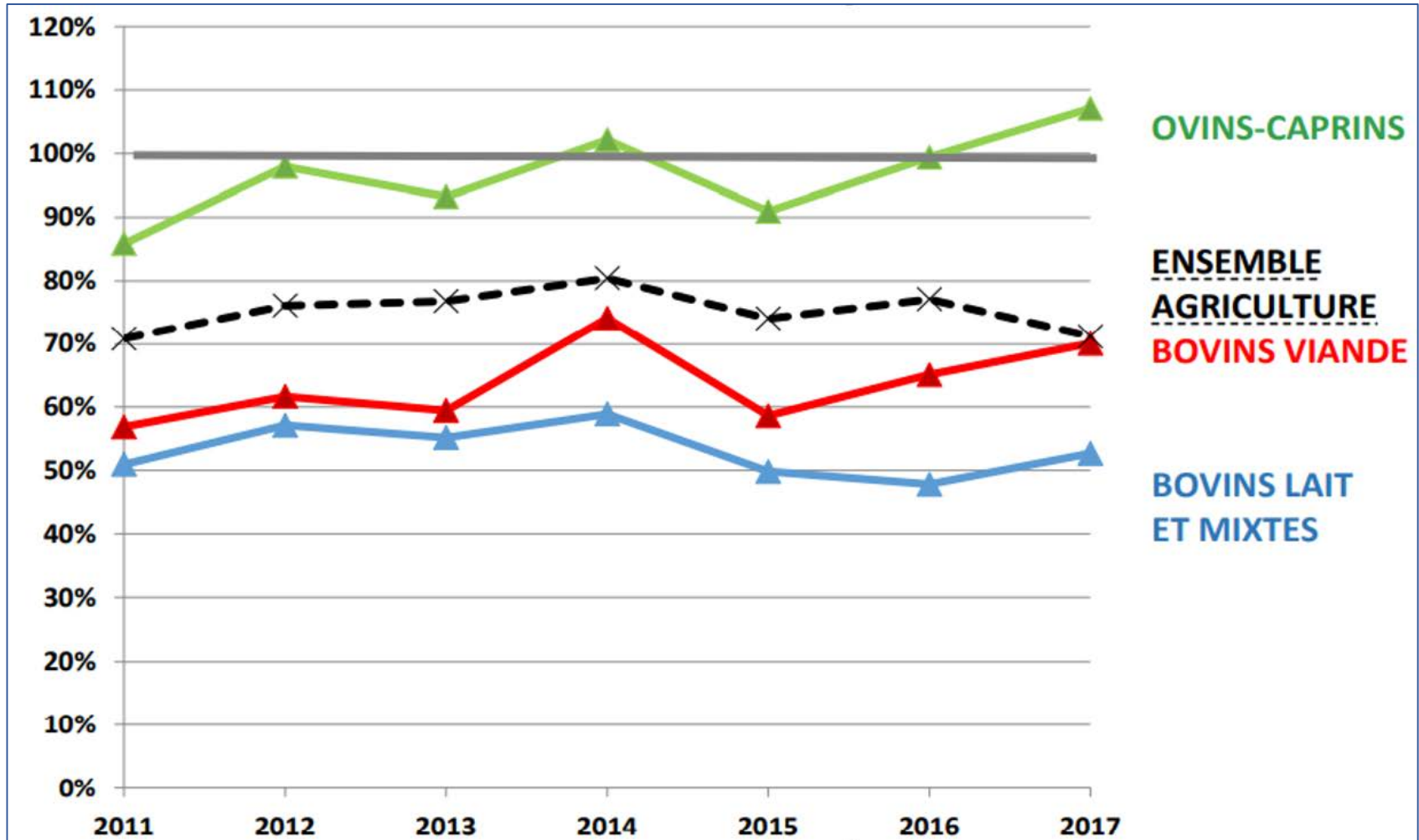
## Evolution du nombre d'actifs non salariés entrant\* dans le secteur (Evolution entre 2011 et 2017 en France)



(\* ) Installations et changements

IDELE d'après MSA

## Le taux de remplacement des actifs\* selon le secteur (Evolution entre 2011 et 2017 en France)



(\*) Concept différent du taux de reprise des exploitations

IDELE d'après MSA



## Une diversité de projets et adéquation aux besoins des filières longues

- **Les projets mis en œuvre résultent de choix extrêmement variés :**
  - Systèmes d'exploitation (taille d'atelier, organisation du travail, d'intensification, etc.).
  - Insertion dans des filières (livraison à l'industrie, circuits courts, agriculture biologique, etc.)
  - Combinaison d'activités agricoles et non agricoles.
- **Une diversité d'offre importante en résulte :** cette dispersion est parfois coûteuse
- Cela pose aussi la **question de l'évolution de l'offre nationale en termes de quantité** et de positionnement en gamme.
- Comment **répondre à la fois aux nouvelles attentes** (démarcation & proximité) et assurer l'alimentation de masse sans laisser **plus de place encore aux importations** qui ont déjà de fortes parts de marché (RHD et IAA) ?

# Conclusion

## Conclusion : quelques menaces

- Une forte augmentation des importations en produits laitiers (dont les fromages ingrédients) en provenance des Etats membres de l'UE.
- Une difficulté à exporter les produits de qualité issus des filières bovines (AOP fromagères, viandes issues du troupeau allaitant).
- Des attentes diversifiées mais parfois contradictoires des consommateurs  

Recherche de bas prix et de praticité (production de masse parfois ultra transformée) et affichage d'un intérêt pour des produits issus d'une agriculture exigeante au plan environnemental (agriculture biologique) ou sociétal (équitable et circuits courts).
- Une faible rentabilité du capital, une grande dépendance aux aides directes, une forte variabilité des revenus et une hétérogénéité des performances.
- Une maintien difficile du cheptel et des volumes en lien avec la dynamique des installations et les projets des nouveaux installés.

## Conclusion : quelques opportunités

- Une hausse des exportations de produits laitiers à forte valeur ajoutée vers l'Asie
- Une baisse de la part des importations dans la consommation intérieure globale de viande bovine
- Un niveau plutôt élevé de consommation de viande bovine par les jeunes générations et un goût réaffirmé des français pour les produits laitiers.
- Au niveau des exploitations
  - \* De fortes disponibilités en terre et un prix du foncier plus faible que chez nos concurrents UE
  - \* Des rendements fourragers plutôt élevés qui favorisent l'autonomie alimentaire
  - \* Un fonctionnement agronomique plus équilibré (polyculture-élevage) que dans d'autres pays
  - \* Une diversité de structures liée à des environnements naturels et socio-économiques contrastés



**Merci de  
votre  
attention**

